



COMMUNICATION PREPAREE PAR M. BRUNO ROBINE
AU NOM DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

4 MAI 2004

**LA SITUATION DE L'EMPLOI ET
DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE
EN REGION D'ILE-DE-FRANCE
2EME SEMESTRE 2003**

Bruno ROBINE

Le rapporteur exprime sa gratitude à l'ensemble des personnes qui ont directement participé à l'élaboration de cette communication, et en particulier :

- à Monsieur Rossignol, membre de la Commission de l'emploi et du développement économique, chargé du coup de phare ;
- au Centre Régional d'Observation du Commerce, de l'Industrie et des Services (CROCIS) de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Il remercie par ailleurs les représentants des autres institutions qui ont accepté de faire part des éléments de conjoncture en leur possession, notamment :

- M. Charles Haas, Directeur régional de l'ANPE,
- M. Marc Biehler, Directeur régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'Ile-de-France,
- M. Philippe Waechter, Chef économiste, Banques Populaires,
- Les services de M. Alain Charraud, Directeur régional de l'INSEE,
- M. Michel Sénéchal, responsable de la conjoncture au sein de la cellule économique du BTP

Le rapporteur adresse également ses remerciements à tous ceux qui ont prêté leur concours à la réalisation du coup de phare, notamment, pour la préparation et la communication de données non publiées :

- La DARES, Mme Monique Meron et M. Xavier Viney,
- Le SEPES de la DRTEFP d'Ile-de-France, M. Bernard Simonin
- La DR d'Ile-de-France de l'ANPE, Mme Isabelle Villemot et M. Armand Zouari,
- L'APEC, Mme Brigitte BOS.

Et prie ceux qu'il aurait oubliés de bien vouloir l'en excuser.

Naturellement, les éventuelles erreurs d'utilisation et les interprétations sont de sa seule responsabilité.

PARTIE I
ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET
DU MARCHE DU TRAVAIL

I- L'ACTIVITE ECONOMIQUE

- 1- Situation générale de l'économie
- 2- L'activité économique en Ile-de-France

II- LE MARCHE DU TRAVAIL

- 1- Situation générale de l'emploi et du chômage
- 2- L'emploi et le chômage en Ile-de-France

PARTIE II
ANALYSE SECTORIELLE

- 1- L'industrie**
- 2- La construction**
- 3- Le commerce** (commerce de gros et commerce de détail)
- 4- Les services aux entreprises** (transports, ingénierie technique et informatique, conseil)
- 5- Tourisme, hôtellerie**
- 6- Les TPE et PME**

PARTIE III
LA SITUATION DE L'EMPLOI DES CADRES
D'ENTREPRISE EN ILE-DE-FRANCE

INTRODUCTION

Conformément aux prévisions exprimées par notre Commission lors de la précédente note de conjoncture en octobre dernier, l'activité économique a été peu dynamique dans la région Ile-de-France au second semestre 2003.

Après un début d'année marqué par un ralentissement généralisé à l'ensemble de l'économie, l'activité s'est stabilisée dans la région au cours de la seconde moitié 2003, des premiers signes de redressement intervenant en fin d'année.

La zone Euro renoue ainsi avec la croissance en fin 2003, avec une progression de son PIB de respectivement +0,4 % et +0,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Si cette croissance reste modeste, elle augure d'une reprise en 2004.

En France, l'activité se redresse également à partir du troisième trimestre 2003, mais cette progression reste là encore très modérée (+0,4 % aux troisième et quatrième trimestres). En Ile-de-France, région structurellement plus sensible aux aléas de la conjoncture de l'année 2003, les premiers signes de reprise n'apparaissent qu'en toute fin de semestre.

Le coup de phare de cette note de conjoncture sera consacré à la situation de l'emploi des cadres d'entreprises en Ile-de-France.

PARTIE I ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DU MARCHE DU TRAVAIL

I- L'ACTIVITE ECONOMIQUE

1- Situation générale de l'économie

Sources utilisées : Etudes économiques – Banques Populaires ; Centre d'Observation Economique (COE) ; INSEE

Le contexte économique international s'avère porteur au second semestre 2003, avec une conjoncture favorable aux Etats-Unis et en Asie. Les entreprises américaines présentent une situation financière très favorable, ce qui leur permet de relancer leurs dépenses d'investissement. Toutefois, les entreprises ne redistribuent pas ces richesses supplémentaires aux salariés américains, ce qui risque de peser sur la bonne tenue de la consommation.

Après un premier semestre marqué par une activité économique atone, les économies de la zone Euro connaissent un léger rebond au cours des troisième et quatrième trimestres 2003.

Cette progression de l'activité est avant tout tirée par la croissance du commerce extérieur, et donc par la reprise qui intervient dans les autres régions du monde, principalement aux Etats-Unis et en Asie. Alors que l'appréciation rapide de l'Euro avait lourdement handicapé les échanges au premier semestre 2003, sa stabilisation par la suite a permis aux entreprises exportatrices européennes d'éviter de nouvelles pertes de parts de marché.

Si le moral des ménages semble s'améliorer en fin de période, la consommation reste encore hésitante au cours du second semestre. Sa reprise est limitée par le maintien d'une inflation élevée (autour de 2 %), ainsi que par une situation encore dégradée sur le marché du travail.

La France, comme la zone Euro, est actuellement en attente de la diffusion des effets porteurs de l'environnement international sur son économie. L'activité économique française reste atone au second semestre 2003, malgré des signes d'embellie en fin de période.

La consommation des ménages, qui restait le principal soutien de la croissance française depuis 1996, montre au cours du second semestre 2003 des signes d'essoufflement. Le moral des ménages est ainsi en baisse tout au long de ce semestre, compte tenu de la hausse continue du chômage ainsi que de leur perception d'une

***Reprise économique aux
Etats-Unis et en Asie au
second semestre 2003***

***L'Union européenne reste en
retard***

***La France connaît également
une croissance atone tout au
long du semestre***

***Essoufflement de la
consommation des ménages***

hausse des prix. Durant la seconde moitié de l'année 2003, la consommation des ménages est donc restée à un niveau faible, les fêtes de fin d'année et les promotions ayant eu un simple effet de rattrapage, plutôt que de reprise, sur l'activité.

L'enquête COE-CSA réalisée en janvier 2004 témoigne des difficultés rencontrées par les ménages français fin 2003. Elle montre en effet que les réserves financières des ménages ont diminué au cours du second semestre 2003, la baisse de leurs ressources les obligeant à puiser dans leur épargne.

Une activité industrielle en hausse en fin de période

L'activité industrielle française connaît une amélioration plus marquée au cours du second semestre, les industriels français renouant avec l'optimisme. Les enquêtes menées par l'INSEE dans l'industrie française témoignent ainsi d'un redémarrage progressif au cours du semestre, avec notamment des perspectives de production en forte hausse en fin de période. En raison d'une diminution de leur taux de marge au cours des semestres précédents, il est probable que les entreprises profitent de cette amélioration pour reconstituer leur marge, avant de relancer leurs investissements.

Reprise tardive des échanges extérieurs en fin d'année

L'embellie observée fin 2003 en France provient de l'amélioration du contexte international, avec une reprise progressive du commerce extérieur français. Si les échanges sont encore en baisse au troisième trimestre (les exportations nationales baissent de 1,8 %, alors que les importations diminuent de 1,6 %), ils se redressent au quatrième trimestre avec une progression de 1,1 % des exportations françaises, et de 1,9 % des importations.

2- L'activité économique en Ile-de-France

Source utilisée: INSEE Ile-de-France; Direction Interrégionale des Douanes d'Ile-de-France

Activité économique régionale terne au second semestre 2003

En Ile-de-France, l'activité économique reste également terne au second semestre 2003, les premiers signes d'amélioration n'intervenant qu'en fin d'année dans le secteur industriel. Alors que l'environnement international profite dès le dernier trimestre de l'année aux échanges nationaux, le commerce extérieur régional tarde à bénéficier d'un tel redressement.

Dans le secteur industriel, une embellie survient dès le dernier trimestre, l'opinion des industriels de la région sur leur production passée et à venir progressant dès le mois d'octobre 2003 (selon l'enquête menée par l'INSEE). Par ailleurs, la progression des carnets de commande étrangers en fin de période, même si elle reste contenue, laisse présager d'une amélioration même progressive, de la production au premier semestre 2004.

L'activité touristique peine à redémarrer

Les entreprises du tourisme francilien, qui avaient particulièrement souffert des tensions géopolitiques et des différentes épidémies intervenues au premier semestre, peinent à se redresser au cours du second semestre. Les clientèles étrangères, particulièrement américaine et asiatique, sont encore trop peu présentes dans la capitale et pénalisent l'activité dans ce secteur.

Nette progression des créations d'entreprises

Stimulées par les nouvelles mesures nationales et la dégradation de la situation de l'emploi salarié, les créations d'entreprises s'inscrivent à contre-courant de la stagnation de l'activité économique survenue au cours du second semestre 2003. Au cours de la période, les créations sont en progression de 8,8 % et 15,4 % en Ile-de-France¹. Les créations nouvelles d'entreprises augmentent de 17,7 % sur l'année, alors que les reprises d'entreprises ne progressent que de 2,1 %.

Plus de la moitié des créations d'entreprises se concentrent dans le secteur des services aux entreprises et dans le commerce et la réparation.

Des défaillances encore nombreuses en Ile-de-France

La région a payé un lourd tribut à la dégradation économique sévissant depuis mi-2001. Les défaillances d'entreprises qui avaient bondi de 26 % en 2002, n'ont baissé que de 4,1 % en 2003. Trois départements ont enregistré une baisse (Paris, Yvelines, et Hauts-de-Seine) alors que les cinq autres ont déploré une mortalité d'entreprises accrue. La région concentre 25 % des défaillances nationales et plus du tiers des grosses faillites dont le nombre a atteint 57 en 2003².

Le commerce extérieur tarde à redémarrer en Ile-de-France

Alors que le commerce extérieur français se porte mieux aux troisième et quatrième trimestres 2003, les échanges de la région Ile-de-France s'inscrivent toujours à la baisse (les exportations franciliennes diminuent de 10,2 %, puis de 3,2 % en évolution annuelle, contre -8 % puis -6 % pour ses importations).

En fin d'année 2003, cette baisse ralentit toutefois nettement, signe annonciateurs d'un redémarrage progressif des échanges extérieurs au premier semestre 2004.

La montée continue de l'Euro face au Dollar freine toujours la dynamique des échanges entre l'Ile-de-France et ses partenaires hors zone Euro. Si la monnaie européenne s'est stabilisée en fin de période autour de 1,26 dollar, son niveau reste une contrainte pour les entreprises européennes.

¹ aux troisième et quatrième trimestres, en comparaison avec les mêmes trimestres de l'année précédente, selon l'INSEE

² Source : Euler Hermes SFAC

La région est probablement entrée en récession en 2003...

L'Ile-de-France, étant donné sa structure économique, paraît avoir été plus touchée par le ralentissement constaté en 2003. Aussi, compte tenu des résultats disponibles au niveau national (taux de croissance du PIB de +0,2 % sur l'année), il n'est pas impossible que la région soit entrée en récession en 2003. Si le second semestre est caractérisé par une stabilisation dans l'ensemble des secteurs franciliens, il faudra alors attendre le premier semestre 2004 pour observer des signes réels de reprise, et pour envisager une amélioration sur le marché du travail.

II-LE MARCHE DU TRAVAIL

Sources utilisées: INSEE; ANPE; COE; DRTEFP

1- Situation générale de l'emploi et du chômage³

Stabilité du taux de chômage de la zone Euro (8,8 % fin 2003)

L'absence de reprise nette de l'activité dans la majorité des pays européens a pesé sur le marché du travail de la zone. Le taux de chômage reste stable et s'établit à 8,8 % de la population active en décembre 2003 pour la zone Euro, et 8 % pour l'ensemble de l'Union européenne.

Sur un an, le taux de chômage de la zone Euro a progressé de 0,2 point, avec un rythme qui s'est ralenti au cours du second semestre. L'Espagne enregistre le taux de chômage le plus élevé (11,2 %), alors que l'Irlande ou l'Autriche conservent des taux de chômage plus faibles (respectivement 4,5 % et 4,6 % de la population active). Le taux de chômage des hommes dans la zone Euro a progressé de 0,2 point (soit 7,8 % en décembre 2003), alors que celui des femmes augmentait de 0,1 point, pour s'établir à 10,1 %.

Stabilité également du taux de chômage français (9,7 % en décembre 2003)

Dans ce contexte européen peu porteur, le marché du travail français s'est légèrement dégradé au cours du second semestre 2003. Le taux de chômage atteint ainsi 9,7 % de la population active en septembre 2003 puis stagne jusqu'en décembre. La France métropolitaine comptait ainsi 2 635 000 demandeurs d'emplois au 31 décembre 2003.

Alors que le nombre de chômeurs entre 25 et 49 ans reste stable au cours du semestre et que celui de plus de 50 ans enregistre globalement une légère baisse, la catégorie des jeunes de moins de 25 ans progresse fortement. Ces évolutions sont d'ailleurs similaires quel que soit le sexe, même si le taux de chômage des femmes reste structurellement plus élevé, soit 10,7 % contre 8,7 % pour les hommes.

Taux de chômage français et chômeurs au sens du BIT

³ Voir en annexe pour un rappel méthodologique consacré aux définitions des termes utilisés

Par sexe et par âge

	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Âge			Total	Âge			Total	Âge			Total
	15-24	25-49	>49		15-24	25-49	>49		15-24	25-49	>49	
Taux de chômage – juillet 2003	20,5	7,5	6,9	8,7	20,8	10,5	7,2	10,7	20,6	8,9	7,0	9,6
Taux de chômage – décembre 2003	21,2	7,6	6,8	8,8	21,3	10,5	7,1	10,7	21,2	8,9	6,9	9,7
Nombre de chômeurs en milliers – décembre 2003	315	735	227	1277	248	904	207	1359	563	1639	434	2635

Source : INSEE

2- L'emploi et le chômage en Ile-de-France

Dégradation du marché du travail francilien en 2003

Le marché du travail francilien ne connaît pas d'amélioration notable au cours du second semestre 2003, les seules baisses de demandeurs d'emplois constatées en juillet et novembre 2003 correspondant à des modifications dans le calcul ou la classification. Le taux de chômage de l'Ile-de-France atteint ainsi au quatrième trimestre 2003 le même niveau que le taux de chômage en France métropolitaine, soit 9,7 % de la population active.

Le nombre de demandeurs d'emplois dans la région progresse toutefois moins vite au cours de la seconde moitié de l'année, laissant présager une amélioration au cours du prochain semestre.

	Nombre de demandeurs d'emplois (Catégorie 1) en Décembre 2003	Taux de chômage (4ème trimestre 2003)	Taux de chômage (2ème trimestre 2003)
Paris	130300	11,5	11,4
Seine et Marne	45900	7,7	7,5
Yvelines	50700	7,5	7,2
Essonne	43600	7,5	7,3
Hauts de Seine	69600	9,3	9,1
Seine-Saint-Denis	94700	13,6	13,2
Val de Marne	57400	9,1	9,0
Val d'Oise	55500	9,6	9,4
Ile-de-France	547700	9,7	9,5

Source : DRTEFP

En Ile-de-France, 43,3 % des demandeurs d'emplois recensés par l'ANPE sont des femmes (soit 248 213), alors qu'elles représentent 47,2 % des demandeurs d'emplois français. Par ailleurs, alors que le nombre d'hommes demandeurs d'emplois progresse de 9,1 % dans la région entre décembre 2002 et décembre 2003, le nombre de femmes concernées augmente de 9,6 %.

Baisse des offres d'emplois recensées par l'ANPE

Sur l'ensemble de l'année 2003, l'ANPE Ile-de-France a recensé 620 000 offres d'emplois, soit 5,3 % de moins qu'en 2002⁴. Aucun département n'est épargné par la diminution des propositions d'emplois. Pour trois d'entre eux, le Val de Marne, le Val d'Oise et la Seine et Marne, la baisse dépasse les 12 % en évolution annuelle. Toutefois, cette baisse est moins importante à partir du mois de septembre 2003 et témoigne d'une amélioration en fin d'année. Les entreprises semblent alors être passées de l'attentisme à une politique de recrutement de Contrats à Durée Déterminée (CDD), leur nombre augmentant au cours du second semestre 2003 pour représenter plus de 50 % des offres d'emplois dans la région (alors que les CDI représentent 38 % du volume total des offres).

Progression des emplois à durée déterminée (CDD)

Le recrutement se présente plus favorablement en fin d'année 2003 dans les secteurs du bâtiment, de la banque assurance, du commerce de détail, et de l'immobilier. Par ailleurs, selon l'ANPE, ce sont les entreprises de moins de 50 salariés qui se montrent les plus dynamiques en 2003, avec 71 % des offres dans la région.

Légère progression des embauches prévue en 2004

Selon une enquête réalisée par l'ANPE sur les anticipations des entreprises pour 2004, les entreprises de la région parisienne prévoient une hausse de leurs effectifs en 2004, mais moindre que dans les autres régions de France.

Alors que la reprise restera probablement graduelle et modérée, il est à prévoir que la réduction du taux de chômage francilien n'interviendra pas avant la seconde partie de 2004.

⁴ Rappelons que les offres d'emplois recensées par l'ANPE ne représentent qu'environ 40 % du total des offres disponibles sur le marché

PARTIE II
ANALYSE SECTORIELLE

Répartition de l'emploi salarié en Ile-de-France
Décembre 2002

Secteur	Total H/F	Part dans l'emploi salarié (en %)	Part dans la valeur ajoutée totale (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	620	0,02	0,2
Industrie	598368	15,1	13,8
<i>dont</i>			
Industries agricoles et alimentaires	54488	1,4	1,1
Industries des biens de consommation	189379	4,8	3,9
Industrie automobile	59694	1,5	1,6
Industries de biens d'équipement	152376	3,8	2,8
Industries des biens intermédiaires	127109	3,2	2,4
Energie	15322	0,4	2
Construction	233213	5,9	3,2
Commerce	713855	18,0	8,8
<i>dont</i>			
Commerce de détail	325543	8,2	
Commerce de gros	309662	7,8	
Réparation	78650	2,0	
Services aux entreprises	1255264	31,6	30,9
<i>dont</i>			
Transports	158256	4,0	5,5
Autres services aux entreprises	1097008	27,6	25,4
Activités immobilières	136731	3,4	18,9
Activités financières	259592	6,5	
Services aux particuliers	384320	9,7	8
<i>dont</i>			
Hôtellerie - Restauration	238202	6,0	
Education, santé, action sociale	256853	6,5	16,1
Administration	130899	3,3	
Total	3970032	100,00	100,00

Source : Assedic - GARP ; INSEE

1- L'industrie

Source utilisées : Banque de France – Direction régionale IDF ; INSEE

Les emplois salariés dans l'industrie représentent 15,1 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002)

Activité	Emploi	Prévisions
→	↘	↗

Source : Banque de France – Direction régionale Ile-de-France

Redémarrage de l'activité industrielle régionale en fin de semestre...

L'industrie francilienne présente des signes de reprise encourageants au cours du second semestre 2003. Les entreprises exportatrices ont profité d'une demande étrangère plus dynamique dès le troisième trimestre de l'année, alors que le comportement des ménages s'est légèrement amélioré au second semestre, permettant une progression du secteur des **biens de consommation**.

L'activité progresse également dans **l'industrie agroalimentaire**, grâce à une hausse régulière des carnets de commande étrangers, et donc de leur chiffre d'affaires à l'export. Dans **les biens d'équipement, les biens intermédiaires et l'industrie automobile**, le second semestre 2003 reste décevant et la reprise est attendue en 2004.

...mais l'emploi tarde à bénéficier de cette embellie

Les embauches se sont inscrites à la baisse en 2003 dans l'industrie francilienne, et les perspectives pour le début de l'année 2004 ne sont guère plus optimistes. Les entreprises de la région prévoient toutefois un redémarrage progressif de leurs investissements matériels et informatiques.

Malgré un redressement en fin de période, l'emploi salarié dans l'industrie francilienne a poursuivi sa baisse (-2,5 % pour les effectifs globaux selon la Banque de France). L'emploi intérimaire a toutefois progressé, permettant aux entreprises industrielles de mieux s'adapter aux variations de production.

2- La construction – Bâtiment et travaux publics

Sources utilisées : Cellule économique du BTP ; Fédération Française du Bâtiment – région Paris-Ile-de-France

Les emplois salariés dans la construction représentent 5,9 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002)

Activité	Emploi	Prévisions
→	→	↗

Source : Cellule économique – Ile-de-France

Une activité ralentie mais des prévisions en hausse

Selon les dernières estimations de la FFB région Ile-de-France, le chiffre d'affaires lié au secteur du bâtiment devrait diminuer de 2,5 % en 2003 par rapport à 2002. Pour l'ensemble de la **construction neuve**, la baisse devrait s'établir à - 5,5 % en 2003, avec un repli marqué pour la construction de **bâtiments non résidentiels** (- 6,9 %) liée aux mauvaises performances de l'économie. En revanche, pour les **travaux sur bâtiments existants**, qui représentent environ 60 % de l'activité globale du bâtiment, le recul s'avère plus limité (- 0,5 % par rapport à 2002).

	Activité	Prévisions
Construction neuve	→	↗
<i>dont logements</i>	↗	↗
<i>dont locaux non résidentiels</i>	↘	→
Travaux sur bâtiments existants	→	↗
Travaux publics	↗	↗

Des effectifs en baisse marquée dans la région

Les effectifs sont en baisse dans la construction au second semestre 2003, ceux-ci se maintenant moins bien en Ile-de-France qu'en France entière, la région enregistrant une baisse annuelle de ses effectifs de -1,6 % en 2003, contre -0,5 % au niveau national.

Les entreprises du bâtiment interrogées par la FFB région Ile-de-France prévoient une nette amélioration de leur activité au premier semestre 2004, les professionnels du secteur saluant par ailleurs le prolongement jusqu'en 2005 de la TVA à 5,5 %.

3- Le commerce (commerce de gros, commerce de détail)

Sources utilisées : INSEE ; GARP

Commerce de gros

Activité	Emploi	Prévisions
↗	→	↗

Source : INSEE

Les emplois salariés dans le commerce de gros représentent 7,8% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002)

Après une baisse marquée des ventes au premier semestre 2003, le commerce de gros enregistre une nette progression au cours du second semestre, accompagnée d'une hausse des perspectives générales du volume des affaires.

Commerce de détail

Activité	Emploi	Prévisions
→	→	↗

Source : INSEE

Les emplois salariés dans le commerce de détail représentent 8,2% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002)

Le constat est plus mitigé dans le commerce de détail, activité qui souffre du ralentissement de la consommation des ménages. Un rebond semble toutefois se dessiner en fin de période, sous l'effet des achats de rentrée puis des achats de fin d'année, mais les anticipations des professionnels interrogés sont encore prudentes.

Si les effectifs salariés dans le commerce de gros restent stables au cours du troisième trimestre 2003, le commerce de détail perd des emplois (-2 % au troisième trimestre 2003).

Des perspectives optimistes dans le commerce de gros

Une activité plus faible dans le commerce de détail...

...avec des effectifs en baisse sur l'année 2003

4- Les services aux entreprises (transports, ingénierie technique et informatique, conseil)

Sources utilisées : Banque de France – Direction régionale IDF ; GARP

Les emplois salariés dans les services aux entreprises représentent 35,1 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002, hors activités financières)

Activité	Emploi	Prévisions
↘	↘	↗

Source : Banque de France – Direction régionale Ile-de-France

Repli de l'activité dans les services marchands aux entreprises, avec des résultats contrastés selon l'activité concernée...

Globalement, l'activité observe un nouveau repli dans les services marchands aux entreprises au second semestre 2003, ce constat masquant toutefois des disparités selon les activités concernées.

Après un premier semestre décevant, l'activité se redresse dans **l'ingénierie informatique** au second semestre, les grandes entreprises du secteur profitant d'une reprise de la demande étrangère.

L'activité des **transports routiers de marchandises** reste dynamique dans les grandes entreprises, alors que les petites entreprises connaissent plus de difficultés.

Le **travail temporaire** parvient à se maintenir à un bon niveau grâce à une activité toujours soutenue dans le Bâtiment et Travaux Publics.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse dans **les agences et conseils en publicité**, celles-ci souffrant des réductions de budgets publicitaires.

Dans le domaine de **l'ingénierie technique**, et contrairement aux prévisions antérieures, l'activité est à nouveau en retrait.

Enfin, l'amélioration est nette dans les petites et moyennes entreprises de **conseil pour les affaires et la gestion**, alors que leurs grandes entreprises accusent un repli de leur activité.

Des perspectives d'emploi favorables pour le premier semestre 2004

Les prévisions optimistes pour l'année 2004 devraient conduire les entreprises de services aux entreprises à accroître leurs investissements, ainsi que leurs effectifs dès le premier semestre de l'année.

5- Tourisme

Sources utilisées : Observatoire Régional du Tourisme en Ile-de-France (ORTIF) ; INSEE

Les emplois salariés dans l'hôtellerie - restauration représentent 6% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2002).

Activité	Emploi	Prévisions
↘	→	↗

Source : INSEE

Repli de l'activité touristique, et notamment de la fréquentation étrangère

Le tourisme francilien a connu un second semestre 2003 difficile, et l'activité est restée décevante dans les entreprises de ce secteur en Ile-de-France. Après une hausse saisonnière de l'activité en juin, l'hôtellerie – restauration a souffert des divers aléas conjoncturels qui ont particulièrement touché la région : canicule durant les mois d'été et baisse de la fréquentation étrangère tout au long du semestre.

Si les clientèles américaine et asiatique qui faisaient défaut au premier semestre commencent à revenir dans la région au cours du second semestre, cette progression reste insuffisante. Par ailleurs, le nombre de touristes français dans la capitale s'inscrit également en baisse.

Le tourisme francilien devrait profiter d'une reprise progressive au cours du premier semestre 2004, avec notamment un retour attendu de la clientèle française dans la région - capitale.

6- Les TPE et les PME

Sources utilisées : Banque de développement des petites et moyennes entreprises (BDPME)

La région Ile-de-France compte 92,1% d'établissements de moins de 10 salariés, et 21,5 % des effectifs salariés de la région (INSEE, 2001 – GARP, 2002).

Un second semestre 2003 demi-teinte dans les TPE PME de la région

Activité	Emploi	Prévisions
→	→	→

Source : BDPME

Si l'année 2003 est restée globalement décevante pour les petites et moyennes entreprises, le second semestre a montré des signes de reprise dans certains secteurs.

Les PME et TPE de la **construction**, du **commerce de gros** et des **services aux entreprises** ont ainsi profité d'un regain d'activité au cours de la période. Les secteurs du **transport**, du **tourisme** et du **commerce de détail** ont été plus touchés par la dégradation de la conjoncture régionale et ont connu un net ralentissement de leur activité au second semestre 2003.

En dépit d'une activité maussade, les petites et moyennes entreprises sont parvenues à conserver leurs effectifs, malgré des suppressions de postes constatées dans les entreprises liées à l'export. Par ailleurs, comme notre Commission l'avait signalé dans ses précédentes notes, des difficultés de recrutement de personnel qualifié subsistent toujours pour ces entreprises, en particulier dans les secteurs de la construction, du commerce de détail et du tourisme.

Les embauches, tout comme les investissements, devraient reprendre à un rythme modéré en 2004, la prudence étant encore de mise, notamment dans les entreprises liées aux biens de consommation.

Bien que ne fournissant pas d'analyse conjoncturelle détaillée, des données concernant les entreprises libérales sont disponibles en annexe, qui présentent les grandes caractéristiques de ces activités en Ile-de-France.

Des secteurs ou statuts d'activité tels que l'économie sociale et solidaire n'ont pu être traités par la présente note par manque d'information récente les concernant.

Des effectifs stables malgré tout

Ainsi que l'avait annoncé le CESR lors de la précédente communication de conjoncture, l'activité économique dans la région Ile-de-France a probablement touché son point bas au premier semestre 2003. Pour autant, aucun rebond n'a toutefois été constaté au second semestre, caractérisé par une stabilisation de l'activité dans tous les secteurs.

L'économie francilienne montre toutefois des signes de reprise en fin de période, notamment dans les entreprises industrielles. Ce redémarrage trouve son impulsion à l'extérieur, grâce notamment à une reprise très nette aux Etats-Unis et en Asie au cours du second semestre.

Mais le moteur, essentiel, de la demande interne (consommation des ménages et investissement des entreprises) tarde encore à redémarrer et reste le principal enjeu du premier semestre 2004.

Le marché du travail s'est encore dégradé au cours du second semestre 2003 en Ile-de-France, bien que cette dégradation ait été moindre en fin de période, augurant ainsi d'une stabilisation au cours du prochain semestre.

La reprise économique, en Ile-de-France comme en France, devrait conserver un rythme modéré au cours du premier semestre 2004. Dans l'attente d'une accélération de la consommation des ménages, le marché du travail ne devrait pas bénéficier des effets positifs de cette reprise avant le second semestre.

ANNEXE 1: Rappels méthodologiques et définitions

1. Les catégories de demandeurs d'emplois utilisées par l'ANPE

Catégorie 1 : Personnes à la recherche d'un CDI à temps plein qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures dans le mois.

Catégorie 2 : Personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un CDI à temps partiel

Catégorie 3 : Personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée déterminée (CDD), temporaire ou saisonnier, même de très courte durée

Catégorie 4 : Personnes non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée déterminée ou non, à temps plein ou partiel.

Catégorie 5 : Personnes en activité, mais à la recherche d'un autre emploi, (CDI, CDD, temps partiel, temps plein).

Catégorie 6 : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDI à temps plein.

Catégorie 7 : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDI à temps partiel.

Catégorie 8 : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDD, temporaire ou saisonnier, même de très courte durée.

2. Définitions

Taux de chômage

Rapport entre le nombre de chômeurs et la population active

Chômage

Conformément aux directives du Bureau international du travail, les chômeurs sont les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui étaient :

- "sans travail", c'est-à-dire n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié
- "disponibles pour travailler", dans un emploi salarié ou non salarié ;
- "à la recherche d'un travail", c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours

d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non salarié.

Le taux de chômage est calculé par l'INSEE selon ces principes. L'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) comptabilise par ailleurs les demandeurs d'emplois inscrits en fin de mois (DEFM).

Population active

Ensemble des personnes des deux sexes qui sont pourvues d'un emploi ou sont au chômage (au sens du Bureau international du travail).

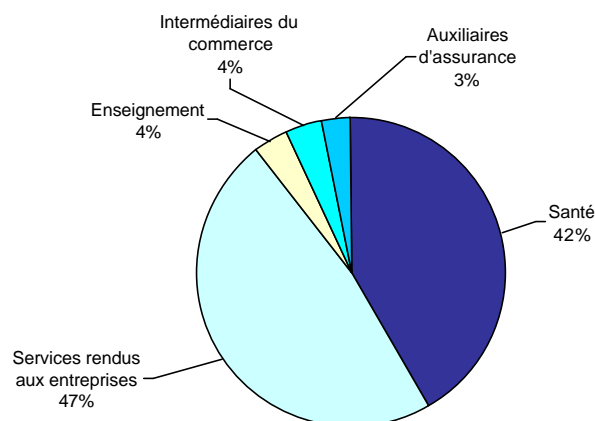
ANNEXE 2 : Le secteur libéral en Ile-de-France

Les entreprises libérales, telles que recensées par la DECAS (Direction des Entreprises Commerciales, Artisanales, de Services), regroupent 5 fonctions : la santé, les services rendus aux entreprises (dont activités juridiques, activités comptables, et architectes – géomètres – métresseurs), les intermédiaires du commerce, les auxiliaires d'assurances, et l'enseignement. Ce terme réunit donc des métiers variés, qu'il est difficile d'appréhender dans leur ensemble. Le découpage en cinq activités principales permet ainsi de regrouper les entreprises d'un même « secteur », même si ces catégories sont elles-mêmes composées de différentes activités.

En 2002, les entreprises libérales en Ile-de-France représentaient 6,6 % de l'ensemble des entreprises de la région selon la DECAS, et 5 % de ses actifs occupés.

Paris accueille près de 44 % des entreprises libérales de la région (et 80 % des entreprises liées aux activités juridiques), soit 68 250 établissements (en 2002). Les sept autres départements représentent entre 6 % (pour le Val d'Oise) et 12 % du total (les Hauts-de-Seine).

La répartition des entreprises libérales en Ile-de-France (en % du total)



Source : URSSAF Paris et région parisienne, URSSAF Melun - 2002

PARTIE III

LA SITUATION DE L'EMPLOI DES CADRES D'ENTREPRISE EN ILE-DE-FRANCE (2002-2003)

En Ile-de-France, bien plus que dans l'ensemble du pays, la catégorie socio-professionnelle des cadres, et parmi eux les cadres d'entreprise, constitue un élément majeur de la population active et de la société francilienne, quelles que soient la définition retenue et les sources utilisées. Son importance numérique n'a cessé de croître et sa part dans l'emploi régional s'est renforcée, au cours des années récentes (de l'ordre d'un point par an depuis le recensement de 1999), comme sur le long terme.

Néanmoins, le retournement conjoncturel intervenu en 2001 a infléchi les évolutions antérieures : l'accroissement du nombre des cadres s'est ralenti au point qu'en 2002 le nombre de cotisants à l'AGIRC a légèrement baissé, tandis que le nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi de cadre, qui s'était beaucoup réduit, augmentait très rapidement.

Le présent coup de phare examinera successivement la place des cadres d'entreprise dans la population active régionale, l'évolution de leur marché du travail au cours des années récentes et les perspectives pour 2004.

Les cadres d'entreprise en Ile-de-France

Les CADRES D'ENTREPRISES sont l'une des catégories socioprofessionnelles (CS 36) à l'intérieur du groupe intitulé CADRES ET PROFESSIONS INTELLECTUELLES SUPERIEURES (CS 3), créé par l'Insee dans la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) pour décompter les personnes exerçant des professions qui se distinguent par leurs niveaux de formation, de responsabilités et de rémunérations. Les deux autres CS de ce groupe sont les PROFESSIONS LIBERALES (CS 31) et les CADRES DE LA FONCTION PUBLIQUE, PROFESSIONS INTELLECTUELLES ET ARTISTIQUES (CS 32). La nomenclature liste les professions concernées. Elle ne comporte pas de définition par catégorie socioprofessionnelle.

Le recensement général de la population est la principale source de statistiques détaillées permettant d'étudier les catégories socioprofessionnelles. Le dernier a été effectué en 1999. Pour des informations moins anciennes, il convient de se reporter à l'enquête sur l'emploi de l'Insee qui en donne une actualisation annuelle. La plus récente dont les résultats soient disponibles présente la situation en mars 2002. Depuis cette date, l'enquête est devenue trimestrielle, mais en raison des délais nécessaires à sa mise au point, les premiers résultats relatifs à 2003 ne sont pas encore diffusés. L'enquête sur l'emploi étant un sondage, ses résultats sont des estimations, affectées d'une marge d'erreur d'autant plus importante que la population du groupe concerné est petite.

L'enquête sur l'emploi de mars 2002 évaluait en Ile-de-France le nombre de cadres d'entreprise ayant un emploi à 850 000 dont 285 000 femmes (33,5 %). Cette catégorie constituait 64,0 % de l'emploi de la CS 3 (1 331 000 personnes) et 17 % de l'emploi total de la région (5 036 000 personnes actives occupées).

L'emploi des cadres d'entreprise est fortement concentré en Ile-de-France puisque la région abritait 45 % du total national. L'emploi cadre au féminin est plus concentré encore : 55 % des françaises cadres d'entreprise ont un emploi en Ile-de-France et même 57 % pour les emplois administratifs et commerciaux, tenus dans la région à 45 % par des femmes.

La catégorie des CADRES D'ENTREPRISES regroupe deux ensembles de professions :

- les CADRES ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX (480 000 personnes, soit 54 % du total) dont les professions les plus nombreuses sont les *cadres administratifs ou financiers des PME* (27 % de la catégorie), les *cadres commerciaux des PME* (16 %) et les *cadres des services techniques et commerciaux de la banque* (15 %),
- les INGENIEURS ET CADRES TECHNIQUES (46 % du total, hommes à plus de 80 %) dont la profession la plus nombreuse est celle des *ingénieurs et cadres spécialistes de l'informatique* (160 000 salariés, soit 53 % de la catégorie).

Population ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle (France et Ile-de-France)

	(Milliers)	France		Ile-de-France		IdF/F
		Nombre	%	Nombre	%	
3	Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 518	14,7%	1 331	26,4%	37,8%
31	Professions libérales et assimilés	311	1,3%	86	1,7%	27,7%
32	Cadres de la fonct. publique, prof. Intellect. et artistiques	1 330	5,6%	395	7,8%	29,7%
33	Dont Cadres de la fonction publique	340	1,4%	102	2,0%	30,0%
34	Professeurs, professions scientifiques	782	3,3%	200	4,0%	25,6%
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	208	0,9%	93	1,8%	44,7%
36	Cadres d'entreprise	1 877	7,8%	850	16,9%	45,3%
37	Dont Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	1 004	4,2%	480	9,5%	47,8%
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	873	3,6%	370	7,3%	42,4%
	Population active occupée	23 941	100,0%	5 036	100,0%	21,0%

Source : Insee - Enquête sur l'emploi de mars 2002

La répartition par âge fait ressortir l'importance des classes d'âge ayant de 25 à 39 ans. Les cadres de ces 15 classes d'âge annuelles constituent 49 % du nombre total de cadres (45 % pour les hommes ; 57 % pour les femmes). Pour l'ensemble des actifs occupés, elles regroupent 44 % de l'effectif total. C'est entre 30 et 39 ans, comme entre 50 et 59 ans, que la proportion de cadres dans la population active est la plus élevée.

Le chômage des cadres d'entreprise en Ile-de-France

D'après l'enquête emploi de mars 2002, seule source statistique permettant d'effectuer des calculs de taux de chômage par CS, le taux de chômage de la CS regroupée des cadres et professions intellectuelles supérieures franciliens (4,6 %) était inférieur à celui de la population francilienne dans son ensemble (7,5 %).

Il était toutefois à cette date supérieur à celui de la même catégorie pour l'ensemble de la France (3,8 %). Cette particularité provient principalement de la situation de l'emploi dans certaines professions de l'information, des arts et

des spectacles (CS 35) dont le taux de chômage (plus de 12 % en France ; plus de 15 % dans la région) était sans commune mesure avec celui des autres catégories de cadres, étant supérieur à celui de la population dans son ensemble, tant en Ile-de-France où ces professions sont sur-représentées que pour l'ensemble du pays du fait du poids de l'Ile-de-France. A l'inverse, les taux de chômage des autres catégories de la CS 3 (Professions libérales salariées, Cadres de la fonction publique et Professeurs et professions scientifiques) étaient particulièrement bas, inférieurs à 1,6 %.

Parmi les cadres d'entreprise (CS 36), les professions administratives et commerciales présentaient en mars 2002 un taux de chômage nettement supérieur à celui des ingénieurs et cadres techniques, respectivement 5,6 % et 3,8 %. Leurs fluctuations ont été amples : de 4,3 % en 1990 à 9,3 % en 1994 avant un retour à 4,0 % en 2001 pour les premières, et de 2,3 % en 1990 à 6,4 % en 1995 avant un retour à 2,8 % en 2001 pour les secondes.

Taux de chômage selon la catégorie aux 1^{er} trimestres de 2000 et 2002

		France		Ile-de-France	
		2000	2002	2000	2002
CS 3	Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,7	3,8	4,1	4,6
36	Cadres d'entreprise	4,5	4,7	4,3	4,6
37	Dont Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	5,4	5,6	4,5	5,5
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	3,3	3,8	4,0	3,4
Ensemble de la population		10,0	8,9	7,7	7,5

Source : Insee - Enquête sur l'emploi de mars 2002

L'analyse par âge, au niveau national comme au niveau régional, montre que le taux de chômage des jeunes ingénieurs et cadres d'entreprise de moins de 35 ans a presque doublé de 2000 à 2002. Il reste peu élevé en 2002 (4,3 % en France, moins de 4,0 % en Ile-de-France) et inférieur à celui des cadres de 35 à 54 ans (4,6 %). C'est chez les cadres de 55 ans et plus que le taux de chômage est le plus fort. Il a baissé de 2000 à 2002.

Taux de chômage des cadres d'entreprise selon l'âge regroupé et par sexe

%	2000						2002					
	France		Ile-de-France		France		Ile-de-France		France		Ile-de-France	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Moins de 35 ans	2,6						4,3	4,6	3,6	3,7	4,5	2,1
35 à 54 ans	4,6						4,6	4,2	5,7	4,5	4,1	5,1
55 ans et plus	8,4						6,9	7,2	5,4	8,1	8,9	5,2
CS 36 (Tous âges)	4,5	4,4	4,7	4,3			4,7	4,7	4,7	4,6	4,8	3,9
CS 3 (Tous âges)	3,7	3,5	4,1	4,1	4,3	3,9	3,8	4,0	3,5	4,6	5,1	4,0

Source : Insee - Enquête sur l'emploi de mars 2002 ; calculs de l'auteur

Le taux de chômage des hommes et des femmes cadres était en 2002 le même en moyenne pour la France entière, malgré des différences notables selon les classes d'âge regroupées. En Ile-de-France, le chômage des femmes paraît inférieur à celui des hommes. D'importantes différences existent aussi selon les classes d'âge, mais elles sont peut-être dues en parties aux erreurs aléatoires sur de petits nombres de l'enquête sur l'emploi.

Évolution des demandes d'emploi de cadres en Ile-de-France

Le nombre de demandes d'emplois de cadre en fin de mois est passé dans la région de 54 400 au premier trimestre de 2001 à 103 000 au quatrième trimestre de 2003. Cette augmentation très vive est due à deux dégradations dont les effets se sont combinés pour peser lourdement sur le marché du travail francilien des cadres :

- le nombre total des DEFM a augmenté en Ile-de-France plus rapidement que dans les autres régions (35 % en trois ans contre 20 %), au point que les demandes d'emploi de la région, qui représentaient 19,5 % du total national en 2001, en représentaient 22,2 % en 2003,
- les DEFM de cadres ont augmenté beaucoup plus vite que celles des autres catégories (70 % en trois ans en France et 90 % en Ile-de-France contre, respectivement, 22 % et 37 %). Les demandes d'emploi de cadre ont constitué de ce fait 18,5 % des demandes d'emploi régionales en 2003 contre 14 % en 2001, et, au niveau national, 10 % du chômage total en 2003 contre 7 % en 2001.

A la fin de 2003, 20 % des demandeurs d'emploi cadre font état d'un niveau de formation équivalent au bac ou inférieur, 17 % de bac + 2 et 63 % d'une licence ou plus. C'est dans ces deux dernières catégories que le nombre des demandeurs d'emploi a le plus augmenté.

L'analyse par durée d'inscription au chômage est complexe du fait des délais nécessaires pour que soient observées ou effacées les conséquences des évolutions initiales. Ainsi, à la fin de 2003, 64 % des cadres inscrits comme demandeurs d'emploi l'étaient depuis moins de 12 mois et 12 % depuis plus de 2 ans, mais, en 2000, 15 % étaient dans ce dernier cas. Cependant le nombre de demandeurs inscrits depuis plus de deux ans est passé de 7 700 à la fin de 2000 à plus de 12 000 à la fin de 2003.

Au dernier trimestre de 2003, les quatre professions les plus importantes, selon les codes du Répertoire Opérationnel des Métiers de l'ANPE (ROME), regroupent plus de 60 % des demandes d'emploi de cadres.

Demandes d'emploi par métier* en Ile-de-France au quatrième trimestre de 2003

Métier (entre parenthèses : code ROME regroupé) <i>Source : DRTEFP d'après ANPE</i>	Effectif en déc. 2003	Variation déc. 2003 / déc. 2000
Cadres de la gestion administrative (321)	18686	82,5%
Professionnels information et communication (322)	11758	91,4%
Professionnels de l'informatique (323)	12515	374,1%
Cadres de la gestion commerciale (331)	19041	72,7%
Cadres dirigeants (333)	5077	106,8%
Cadres techniques de préparation de la production (531)	5072	108,0%
Cadres technico-commerciaux et de maintenance (533)	4434	100,8%
Ensemble des professions de cadres	86925	96,1 %

* Pour les personnes ayant précédemment exercé une activité avec le statut de cadre

Évolution des offres d'emploi

Pour recruter, les entreprises utilisent une grande variété de moyens. Le recours à l'ANPE n'est que l'un d'entre eux. Ainsi, *une grande partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de l'ANPE*. En outre, la proportion des postes à pourvoir déposée à l'ANPE, qui varie selon les professions, peut aussi fluctuer très largement dans le temps selon l'acuité des tensions sur le marché du travail. C'est dire que leurs variations doivent être considérées avec prudence.

Les offres d'emploi (y compris pour des emplois de courte durée) enregistrées par l'ANPE **au niveau national** pour des postes de cadres représentent 2,5 % du total des offres enregistrées. Pour les seules offres *de type A*, c'est à dire pour des emplois de plus de 6 mois et en CDI, le pourcentage est de l'ordre de 4,6 %, ce qui reflète le fait que les offres d'emploi de cadres sont moins fréquemment à durée courte que celles s'adressant à autres catégories professionnelles (85 % d'offres de type A contre 46 %). Les deux proportions sont inférieures à la part des cadres dans l'emploi qui s'établit à 15 % pour l'ensemble de la CS 3 et à 7,8 % pour les seuls cadres d'entreprise.

Les principales variations, qui sont de même sens pour les deux types d'offres entre 2000 et 2002, sont les suivantes au niveau national :

- en 2000 : dans une conjoncture très favorable, augmentation plus forte des offres d'emploi pour les cadres (11 %) que pour l'ensemble (6 %),
- en 2001 : recul identique (-4 %),
- en 2002 : recul plus important pour les offres d'emploi de cadres (-13 % contre -3 %),
- en 2003 : reprise pour les offres de cadres (6 %) ; poursuite de la baisse de l'ensemble des offres (-2 %).

En Ile-de-France, les offres d'emploi de cadre reçues à l'ANPE constituent de l'ordre de 4,5 % du nombre total des offres enregistrées. Le retournement de ce segment du marché du travail en 2002, qui a conduit à la vive croissance du nombre des demandes d'emploi, peut être précisé par trois mesures chiffrées :

- le nombre des offres d'emploi de cadre, qui avait atteint 8 900 par trimestre dans la région en 2000, est descendu en 2002 à 6 000, soit une baisse de plus de 30 % (pour les autres professions, elle a été de l'ordre de 20 %),
- la part des offres pour des emplois de cadres, supérieure à 4,5 % du total des offres régionales en 1999 et 2001, s'est affaïssée à 3,8 % en 2002, avant de remonter au point de retrouver à la fin de 2003, semble-t-il, sa moyenne de long terme,
- la part des offres d'emploi de cadres enregistrée en Ile-de-France, qui comptait de 1999 à 2001 pour 45 % des offres déposées en France, soit une proportion proche de celle de la population active cadre francilienne, est tombée à moins de 40 % en 2002 et 2003. Ce phénomène semble révéler une différence de comportement des employeurs entre l'Ile-de-France et les autres régions, soit qu'en Ile-de-France les embauches aient été reportées sur d'autres moyens, soit que dans les autres régions les recrutements aient été poursuivis sur un rythme plus soutenu.

On retrouve pour les professions de cadres pour lesquelles sont déposées le plus grand nombre d'offres, les mêmes métiers que pour les demandes d'emploi. Comme les demandes d'emploi, les offres d'emploi sont concentrées puisque les quatre premiers métiers regroupent plus de 60 % des offres procurant un statut de cadre. Les variations 2000-2003 sont contrastées ; pour le plus grand nombre des métiers, il s'agit de fortes baisses, mais des augmentations sont par ailleurs observées.

Offres d'emploi par métier* en Ile-de-France au quatrième trimestre de 2003

Métier (entre parenthèses : code ROME) <i>Source : DRTEFP d'après ANPE</i>	Nombre (2003 T4)	Variation 2003 T4 / 2000 T4
Professionnels de l'informatique (323)	1431	-51,6%
Cadres de la gestion administrative (321)	919	-18,0%
Cadres de la gestion commerciale (331)	799	18,7%
Cadres techniques de préparation de la production (531)	529	1,1%
Cadres banques, assurances, immobilier (332)	473	79,2%
Cadres techniques du BTP (612)	356	17,9%
Cadres technico-commerciaux et de maintenance (533)	351	-11,6%
Cadres techniques de la production	347	45,2%
Ensemble des professions de cadres	5737	-20,6%

* Procurant un statut de cadre, enregistrées par trimestre.

Prévisions de recrutements

Les éditions précédentes des *Perspectives de l'emploi cadre* de l'APEC avaient montré en 2001 et 2002, tant en intentions de recrutement de cadres exprimées pour l'année suivante qu'en réalisations sur l'année écoulée, de fortes réductions des embauches de cadres. Ce fut le cas encore en 2003 : la création d'emplois de cadres au niveau national s'est élevée à 32 800 contre 50 100 en 2002 tandis que les recrutements externes baissaient de 159 000 à 142 400.

En Ile-de-France, les recrutements ont baissé de 15 % en 2003, atteignant néanmoins près de 66 000. En outre, les sorties, dont les causes sont diverses (démissions, licenciements, départs à la retraite...) ont été nombreuses, de sorte que les créations nettes n'ont représenté que 30 % du total national. Les départs à la retraite ont représenté en 2003 en Ile-de-France 11 % des sorties (14 % pour l'ensemble de la France contre 12 % en 2002).

Pour 2004, c'est une nouvelle baisse des recrutements externes qui est anticipée, de l'ordre de 5 % au niveau national, avec une fourchette de 129 000 à 142 000. Le marché serait plus porteur pour les jeunes cadres et les jeunes diplômés que pour les cadres confirmés. Le principal motif de recrutement est le remplacement d'un poste laissé vacant par un départ, notamment à la retraite, et l'APEC estime qu'il s'agit *d'une gestion des flux a minima, dans l'attente d'une croissance plus dynamique*. La baisse serait un peu moindre en Ile-de-France (-4 %, environ 63 300 recrutements, soit 47 % du total national).

Bilan et perspectives de l'emploi des cadres (Panels APEC 2001-2004)

	2001		2002		2003		2004 (prévision)	
	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France
Promotion de non cadres	72000	20000	58100	19885	51300	16970	de 46500 à 51500	15420
+ Recrutements	190200	105560	159000	77480	142400	65880	de 129000 à 142000	63300
= Postes pourvus	262200	125560	217100	97365	193700	82850	de 175500 à 193500	78720
- Sorties	171900	64470	167000	76600	160900	73080		
= Créations nettes	90300	61090	50100	20765	32800	9770		

D'autres indicateurs apportent une note un peu plus optimiste quoique encore très incertaine : ainsi, les offres d'emploi parues dans la presse ont cessé de reculer et, d'après les chiffres recueillis par Manpower, ont augmenté de 4% en février 2004 sur le marché des cadres, mais à un niveau très bas, de l'ordre de 50 pour un indice (100 en 1990) qui a dépassé 150 en 2000.

Les emplois de cadres d'entreprise sont tenus par des personnes pour lesquelles le risque de chômage est plus faible que pour celles qui sont classées dans d'autres positions professionnelles. Cette catégorie socioprofessionnelle n'en est pas moins directement atteinte par les difficultés du marché du travail en cas de retournement conjoncturel. Dans ces situations, le nombre des créations d'emplois de cadres, en dépit d'une croissance tendancielle, se ralentit, le nombre des offres d'emploi diminue, les inscriptions au chômage augmentent, parfois très fortement, et l'ancienneté moyenne de l'inscription au chômage s'élève. Les cadres d'Ile-de-France n'échappent pas à ces évolutions, mais elles ont des conséquences moins négatives pour la catégorie des ingénieurs et cadres techniques que pour les autres emplois de cadres.

ANNEXE : Les Professions et Catégories Socioprofessionnelles PCS-2003

La nouvelle version de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS-2003) est le fruit du travail de rénovation accompli sur la nomenclature en vigueur depuis 1982. La rénovation a consisté à regrouper, au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle, des professions dont la distinction était devenue obsolète, et à l'inverse, à éclater des professions afin de tenir compte de l'apparition de nouveaux métiers (dans l'environnement et les nouvelles technologies de l'information et de la communication par exemple), ainsi que de fonctions transversales aux différentes activités industrielles (méthodes, contrôle-qualité, logistiques).

La nomenclature comporte quatre niveaux d'agrégation emboîtés. Au niveau le plus fin, un poste de la nomenclature PCS correspond à une profession, décrite par un code à 4 positions comportant trois chiffres et une lettre. Au niveau le plus agrégé se trouvent les groupes socioprofessionnels : 8 postes, correspondant au premier chiffre de la PCS. Les niveaux d'agrégation intermédiaires sont ceux des catégories socioprofessionnelles à deux chiffres : 42 postes avec une version agrégée en 24 postes.

Le niveau des professions comporte 486 postes d'actifs, et 11 postes supplémentaires pour les personnes sans activité professionnelle.

Population de 15 ans ou plus par catégorie professionnelle (y compris chômeurs ; au lieu de domicile)

	(Milliers)	France		Ile-de-France		IdF/F
		Nombre	%	Nombre	%	
1	Agriculteurs exploitants	639	2,4%	5	0,1%	0,8%
2	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1 473	5,6%	244	4,4%	16,6%
3	Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 656	13,9%	1 398	25,5%	38,2%
31	Professions libérales et assimilés	316	1,2%	89	1,6%	28,2%
32	Cadres de la fonct. publique, prof. Intellect. et artistiques	1 371	5,2%	418	7,6%	30,5%
33	Dont Cadres de la fonction publique	345	1,3%	103	1,9%	29,9%
34	Professeurs, professions scientifiques	789	3,0%	205	3,7%	26,0%
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	237	0,9%	110	2,0%	46,4%
36	Cadres d'entreprise	1 969	7,5%	891	16,2%	45,3%
37	Dont Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	1 062	4,0%	508	9,3%	47,8%
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	907	3,5%	383	7,0%	42,2%
4	Professions Intermédiaires	5 442	20,7%	1 233	22,5%	22,7%
5	Employés	7 831	29,8%	1 677	30,5%	21,4%
6	Ouvriers	6 999	26,6%	889	16,2%	12,7%
7	Chômeurs n'ayant jamais travaillé	242	0,9%	45	0,8%	18,6%
	Population active	26 282	100,0%	5 491	100,0%	20,9%
7	Retraités	10 649	40,5%	1 556	28,3%	14,6%
8	Autres personnes sans activité professionnelle	10 951	41,7%	1 929	35,1%	17,6%
	Total Inactifs	21 600	82,2%	3 485	63,5%	16,1%
	Total des 15 ans et plus	47 882	182,2%	8 976	163,5%	18,7%

Source : Insee : Enquête Emploi de mars 2002